

# Table des matières

<b>Le statut des biens professionnels dans les régimes matrimoniaux</b>	7
<i>Philippe DE PAGE</i>	
Introduction	7
Chapitre 1. En régime de communauté	8
Section 1. Le bien professionnel	8
Section 2. Les clientèles <i>intuitu personae</i>	15
Section 3. Les parts et actions nominatives (art. 1401.5 C. civ.)	19
Section 4. L'attribution préférentielle des biens professionnels – rappels	27
Chapitre 2. En régime de séparation des biens	30
Section 1. La propriété des biens professionnels	30
Section 2. L'indemnisation du conjoint aidant	31
§ 1. La co-appropriation du bien	32
§ 2. L'indemnisation sur la base de l'enrichissement sans cause	33
Conclusion	35
<b>Sûretés personnelles et réelles</b>	37
<i>Lorette ROUSSEAU</i>	
Introduction	37
Chapitre 1. Les sûretés réelles	38
Section 1. Généralités	38
Section 2. Les hypothèques	38
§ 1. Définitions	38
§ 2. Caractéristiques	39
§ 3. Régime légal de l'hypothèque conventionnelle	39
§ 4. Objet	40
§ 5. Effets de l'hypothèque	41
§ 6. Conflit entre l'hypothèque et d'autres mesures	41
§ 7. Promesse d'hypothèque	42

Section 3. La cession de créance	42
§ 1. Définitions	42
§ 2. Caractéristiques	43
§ 3. Régime légal	43
A. Généralités	43
B. Opposabilité aux tiers	44
C. Opposabilité au débiteur cédé	44
D. Limites de l'opposabilité : la validité du paiement fait de bonne foi à un créancier du cédant avant la notification de la cession	44
§ 4. Objet de la cession	45
§ 5. Conflit entre une cession de créance et d'autres mesures	45
Chapitre 2. Les sûretés personnelles	46
Section 1. Généralités	46
Section 2. Le cautionnement	47
§ 1. Définition	47
§ 2. Caractéristiques	47
§ 3. Régime légal du cautionnement	48
§ 4. Objet	49
§ 5. Effets du cautionnement	50
§ 6. Recours de la caution	50
§ 7. Caution solidaire	51
§ 8. Règles particulières applicables au cautionnement à titre gratuit	51
Conclusion	53

## **Éléments de droit comptable et de droit des sociétés en relation avec le droit familial** 55

*Olivier D'AOUT*

Introduction	55
Chapitre 1. Le patrimoine familial	57
Section 1. Principes	57
Section 2. La séparation de biens	57
Section 3. Le régime légal	57
Chapitre 2. Les revenus de la famille	59
Section 1. Principes	59

Section 2. Exemples	60
Section 3. Les rémunérations proprement dites	67
§ 1. Règles de droit	67
§ 2. Applications <i>in concreto</i>	70
Section 4. Les avantages de toute nature	72
§ 1. Règles de droit	72
§ 2. Applications <i>in concreto</i>	74
Section 5. Les rémunérations différées	75
§ 1. Règles de droit	75
§ 2. Applications <i>in concreto</i>	77
Section 6. Les tantièmes	78
§ 1. Règles de droit	78
§ 2. Applications <i>in concreto</i>	79
Section 7. Les bénéfices non distribués de la société	80
§ 1. Règles de droit	80
A. Généralités – Revenus à prendre en considération	80
B. L'impact éventuel sur l'impôt des sociétés	81
C. Les taux de taxation au précompte mobilier	82
§ 2. Applications <i>in concreto</i>	83
A. Impact du taux d'impôt des sociétés	83
B. Distribution théorique au taux de précompte mobilier de base	84
C. Distribution théorique au taux de précompte mobilier réduit	84
Section 8. Le compte courant gérant ou associé	84
§ 1. Règles de droit	84
§ 2. Applications <i>in concreto</i>	86
Annexe 1 – Calcul de base de l'impôt des personnes physiques suivant la rémunération officiellement attribuée	87
Annexe 2 – Simulation de l'impôt des personnes physiques suivant la réincorporation des primes d'assurance-groupe	90
Annexe 3 – Simulation de l'impôt des personnes physiques suivant la réincorporation des primes d'assurance-groupe et le tantième	93

<b>Patrimoine familial et sociétés : aspects fiscaux</b>	97
<i>Michel DE WOLF</i>	
Introduction	97
Chapitre 1. Avantages	97
Chapitre 2. Inconvénients	101
Chapitre 3. Autres éléments à examiner	103
Conclusion	104
<b>Le sort des sociétés dans la liquidation-partage</b>	105
<i>Sophie MAQUET et Dominique BERTOUILLE</i>	
Chapitre 1. Maintien de la société en activité	105
Section 1. Gestion de la société	106
§ 1. Hypothèse de l'accord entre les associés	106
§ 2. Hypothèse du désaccord entre les associés	107
A. Nomination d'un administrateur provisoire	107
B. Cas de la SPRLU	108
Section 2. Assemblée générale de la société	109
§ 1. L'exercice du droit de vote	110
§ 2. Les votes abusifs	113
§ 3. Les blocages	115
Section 3. Et les autres associés ?	119
§ 1. La voie statutaire : agrément des héritiers – préemption des associés	119
A. Dans une société privée à responsabilité limitée	119
B. Dans les sociétés coopératives	121
C. Dans les sociétés anonymes	122
§ 2. La voie judiciaire – L'exclusion pour justes motifs	126
Chapitre 2. La dissolution de la société	129
Section 1. Dissolution volontaire de la société	130
Section 2. Procédure d'alerte	131
Section 3. Dissolutions à l'intervention d'un tiers	131
Chapitre 3. Prérogatives du notaire liquidateur face aux blocages	134
§ 1. L'expertise	134
§ 2. L'astreinte	135
Conclusion	136